

CONSÉQUENCES

Construction d'un scénario :

comment faire accepter la nécessité de la guerre

La guerre est une affaire de maux et de mots. Dès le choc des attentats, Bush et ses acolytes-journalistes désignèrent l'encastrement d'avions civils sur les twin towers et le pentagone, comme étant un «acte de guerre». On s'empessa de parler d'un nouveau Pearl Harbor. Comparaison historique peu anodine: l'action des kamikazes japonais en 1941 avait déclenché l'entrée en guerre des USA. On oublie alors que les services secrets américains semblaient être (là aussi ?) au courant de l'attaque nipponne. Dès le 12 septembre 2001, la guerre était déclarée avant de savoir à qui la déclarer. L'Otan se réunit, ressortant un vieil article stipulant que tous les États de l'Otan devaient se porter solidaires envers un pays de l'Alliance agressé. Un cadre légal foireux était donc instauré dès les premiers jours. Agissait-on alors seulement sur le coup de l'émotion ? Pas si sûr, car il y a de quoi s'interroger sur cette entrée rapide dans une logique de guerre. Rappelons que le gouvernement Bush est constitué autour de vieux briscards de la guerre froide et de celle contre l'Irak.

Pas de revendications et pas de coupables, puisque les auteurs de «l'agression» s'étaient tués avec leurs victimes. Alors à qui déclarer la guerre ? On ne tarda pas à trouver les suspects. Il suffisait de regarder du côté des vieilles rengaines désamoureuses : Ben Laden et les talibans que la cia avait jadis formés (le péril s'appelait alors «communisme»).

En tout cas, pour les troufions du gouvernement Bush, la situation est une aubaine : depuis 10 ans qu'on attendait un adversaire de taille. Donald Rumsfeld, secrétaire américain de la défense, peut jubiler. Sa théorie de la «guerre des étoiles» dans les 1980s, avait été retentissante. C'était sous le gouvernement du cowboy Reagan. Aujourd'hui, on nous rejoue le coup du western hollywoodien. Car Bush le Texan veut le bandit Ben Laden «mort ou vif». Conception très personnelle du droit, quand on sait que l'opération de représailles s'appelait au début «justice infinie» avant de devenir une «liberté immuable». Les formalités juridiques auraient voulu qu'on passât par une «demande d'extradition» ou un «mandat d'arrêt international». Mais celles-ci oublient que la «justice» et la «liberté» sont les produits manufacturés des usa. Et que la notion de «justice» est avant tout une rhétorique religieuse : «œil pour œil, etc.». D'entrée, les cowboys se sont faits à l'idée de vengeance sans tenter évidemment d'en comprendre les causes. Le débat fut parfois réduit à la question du choix des méthodes de frappe : trucs nucléaires ou machins conventionnels. Car s'il fallait considérer l'échelle des responsabilités, la glaive de la «justice infinie» se retournerait contre sa propre allégorie : si le responsable est le fondamentalisme religieux, alors il faudrait également bombarder le Vatican ou l'Église de scientologie, laquelle structure le puritanisme américano-capitaliste (certes, l'intégrisme ne constitue pas toutes les religions, mais il n'y a pas d'intégrisme sans religion). Et que dire de la responsabilité de l'hégémonie et de l'ingérence des usa, laquelle crée des frustrations et des sentiments de désespoir ? En cela, ne faudrait-il pas que les usa bombardent les usa ?

«Justice infinie» donc, ou plutôt, besogne infinie. Car la prétention de «mettre fin au terrorisme» par les armes, est une gageure qui entraînera probablement un cycle infernal : l'exemple de la répression israélienne montre que le prétexte de la lutte contre le «terrorisme» ne fait que favoriser, depuis plus de 30, ans ce moyen d'expression désespéré.



Le masque humanitaire : des bombes et des bonbons

Les conséquences des bombardements amplifient les souffrances des populations qui subissent la folie des tireurs de barbichettes depuis près de 20 ans. L'armée américaine amène ainsi son lot de terreur : les bombardements ont fait leurs premières victimes parmi les civils. L'utilisation de bombes à fragmentation, et peut-être d'armes à l'uranium «appauvri» (toutes deux interdites par la convention de Genève), visent à tuer et terroriser des individus, plus qu'à détruire des repères bunkerisés de «brigands». Ces armes ont aussi des effets à plus long terme. Certains projectiles issus de bombes à fragmentation n'explosent pas sur le moment, et peuvent revêtir la forme d'un jouet pour que des enfants sautent «toutEs en rond». L'uranium «appauvri» a évidemment des effets cancérigènes et mutationnistes sur les individus, et les bombes qui n'explosent pas s'enfoncent pour polluer les terres.

Les effets des bombardements ne frappent pas que la chair : s'ensuivent aussi exodes et malnutrition. Depuis le canardage américain, les villes se sont vidées de leur population, lesquelles fuient vers les campagnes dont la plupart sont décimées par les affrontements internes et les champs minés. La famine sévissait déjà car les fous de dieu combattaient dans des zones fertiles. Le rude hiver afghan profile dès lors à l'horizon. La débâcle sanitaire s'annonce catastrophique.

Le discours «humanitaire» et «bienfaiteur» contribue évidemment à faire accepter la guerre et ses probables «dégâts collatéraux». Il n'y a pas de guerre sans croisade, et les militaires ont toujours été des moines-soldats : des gens qui tuent et «soignent» à la fois. Le prétexte de libération des femmes afghanes est à peine évoqué pour justifier cette guerre. On préfère miser sur le maquillage humanitaire : des colis bombardés en même temps que des bombes, et de la même couleur ! Autant d'aliments en quantité ridicule, largués paradoxalement dans les zones contrôlés par les talibans, et atterrissant de surcroît sur des terrains minés. Bombes-bonbons empoisonnées.

En outre, le «charity-business» se profile déjà. Le fourvoyeur américain a choisi les soi-disant ONGs qui organiseront «l'assistance» dans les camps de réfugiés. Évidemment ces dernières devront se montrer fidèles à la ligne doctrinale et évangélistique des usa. Car il s'agit dès lors de préparer le «développement» (lire par là : «la colonisation socio-économique») de cette partie de l'Asie centrale qui a résisté aux «missionnaires» de l'ordre global.